**Et si on parlait bois énergie, géothermie et lithium... propose le Syndicat des énergies renouvelables**

Lassé d’attendre la publication de la version finale de la PPE, toujours très électrique, le syndicat des énergies renouvelable veut maintenant parler chaleur renouvelable et milite pour l'ouverture d'un groupe de travail bois-énergie et la relance de projet d'exploration pour la géothermie profonde… Avec, en réserve, une surprise.

Dans la famille des énergies renouvelables, il n’y a pas que le photovoltaïque et l’éolien. Certes, l’éolien en mer sera la première source d’énergies renouvelables en Europe, va expliquer l’Agence internationale de l’énergie lors du prochain World Energy Outlook, selon Jean-Louis Bal. Mais, à l’occasion d’une conférence de presse à Paris le 15 octobre, le président du Syndicat des énergies renouvelables (SER) rappelle aussi que la chaleur, "c’est 50 % de la consommation d’énergie en France et le plus gros émetteur de gaz à effet de serre".

L'éolien et le solaire ne font pas tout
Se battre pour installer 4 GW de photovoltaïque par an et 2 GW d’éolien afin d'atteindre les objectifs de la programmation pluriannuelle de l’énergie (PPE) - dont on attend toujours une version finale (avec près d’un an de retard) -, c’est bien. Mais ce n’est pas ce qui va aider la France à atteindre la neutralité carbone en 2050. Côté transports, hormis faire vite, baisser le prix du biogaz et soutenir le développement de l’hydrogène vert, le SER ne peut pas grand-chose. En revanche, ses membres ont une bonne marge de manœuvre en matière de chaleur.

Les réseaux de chaleur non plus...
Mais les 25 mesures issues du groupe de travail sur les réseaux de chaleur et de froid, rendues publiques le 8 octobre par le ministère de la Transition écologique et solidaire, ne vont pas suffire. Car elles ne traitent pas des questions de filière amont, c’est-à-dire de la biomasse et surtout du bois énergie. "Le chauffage au bois représente à lui seul 50 % de la chaleur renouvelable produite en France, essentiellement dans l’habitat individuel", rappelle Jean-Louis Bal. Seulement voilà, le bois et la biomasse sont de plus en plus prisés pour produire de la chaleur industrielle, du biogaz voire de l’hydrogène. Il y a aussi un gros enjeu sur la qualité des bois brûlés pour le chauffage.

Vers un groupe de travail bois énergie
Le SER propose donc de lancer un groupe de travail ministériel bois-énergie, sur le modèle de ceux menés avec succès dans l’éolien, le solaire et les réseaux de chaleur. Il pourrait traiter des questions de cadres économique et réglementaire, de mobilisation de la ressource, de communication et d’appropriation mais aussi de qualité de l’air. "Il y a de bonnes chances que le groupe de travail soit mis en place avant la fin de l’année", avance Alexandre Roesch, délégué général du Syndicat des énergies renouvelables. Mais il y aurait un problème de "définition de périmètre". Pas si simple donc.

Une nouvelle campagne d'exploration pour la géothermie profonde...
Méconnues, les géothermies de surface et profonde sont un autre moyen de produire de la chaleur renouvelable. En 2018, elles ont respectivement représenté 3 % et 1 % de la production. La première s’est développée grâce au crédit d’impôt pour la transition énergétique (CITE), la seconde grâce à des appels à projets de la CRE. Or la PPE n’en prévoit pas de nouveaux. LE SER aimerait que soit lancé un nouveau grand plan d’exploration pour mieux exploiter le potentiel géothermique. Et pour motiver les ardeurs du gouvernement, il dégaine un argument de choc.

... pour produire du lithium français ?
Avec la géothermie profonde, la France pourrait "produire l’équivalent de 6 % du marché mondiale de lithium ou au moins satisfaire les besoins français", assure le président du SER. Ce chiffre provient d’une étude réalisée à l’usine de Roquette Frères à Beinheim (Bas-Rhin), en [Alsace](https://www.usinenouvelle.com/alsace/), alimentée en vapeur par la centrale à géothermie profonde de Rittershoffen (Bas-Rhin) inaugurée par [EDF](https://www.usinenouvelle.com/edf/) en juin 2016. Elle estime qu’il serait possible d’extraire 80 % du lithium naturellement présent dans les eaux thermales puisées en profondeur, avant de les y renvoyer, soit une production pour ce site à hauteur de 1 500 tonnes de carbonate de lithium par an. Avec dix usines de ce type, on pourrait donc produire 15 000 tonnes par an, soit "6 % de la consommation mondiale", affirme Jean-Louis Bal..

[Eramet](https://www.usinenouvelle.com/eramet/) et [PSA](https://www.usinenouvelle.com/psa/) sur le coup
Certes, le coût de production n’a pas encore été calculé, mais ce lithium présenterait "un bien meilleur bilan carbone que la production actuelle" avance Alexandre Roesch. Un programme de R&D baptisé EuGeli (European Geothermal brines Lithium) a été lancé en 2018 par le BRGM, l’IFPEN, une université belge, l’entreprise minière française Eramet, le chimiste allemand [BASF](https://www.usinenouvelle.com/basf/), avec PSA comme sponsor utilisateur. "L’[*Allemagne*](https://www.usinenouvelle.com/allemagne/) a aussi un programme de R&D, mais plus avancé", prévient aussi Jean-Louis Bal, histoire de mettre la pression. Reste à savoir qui voudrait d’un lithium made in France.